

Pôle communication
Tel : 24.66.40

Lundi 30 novembre 2015

COMMUNIQUÉ

Participation du président du gouvernement au 4^e sommet France-Océanie

Le 26 novembre 2015, le président du gouvernement a conduit la délégation de la Nouvelle-Calédonie qui participait au 4^e sommet France-Océanie. M. Philippe Gomès, député de la Nouvelle-Calédonie ; M. Thierry Santa, président du Congrès ; M. Philippe Michel, président de la province Sud ; M. Neko Hnepeune, président de la province des Îles Loyauté et M. Victor Tutugoro, 1^{er} vice-président de la province Nord, prenaient également part à la délégation de la Nouvelle-Calédonie.

Le sommet était présidé par le président de la République, M. François Hollande. Le Premier ministre, M. Manuel Valls, ainsi que le ministre des affaires étrangères, M. Laurent Fabius, la ministre de l'écologie et du développement durable, Mme Ségolène Royal, la ministre des outre-mer, Mme Georges Pau-Langevin et la Secrétaire d'État au développement et à la francophonie, Mme Annick Girardin ont également participé à ce sommet qui est parvenu à mobiliser un très haut niveau de représentation de Pays et Territoires du Pacifique.

Ce sommet présentait l'originalité dans son organisation de s'ouvrir par la tenue de trois séquences sous-régionales successives. Ces tables rondes restreintes ont permis aux dirigeants des pays de Mélanésie, de Polynésie et de Micronésie de présenter leurs préoccupations de façon plus efficace et d'envisager avec la France une collaboration plus pertinente.

À l'issue de ces rencontres restreintes, le président de la République a présidé une séance plénière consacrée aux enjeux environnementaux et plus particulièrement à la mobilisation mondiale attendue la semaine prochaine à Paris dans le cadre de la COP 21.

Lors des séquences sous-régionales et de la première séance plénière, le président du gouvernement est revenu notamment sur la volonté de la Nouvelle-Calédonie de prendre une place plus importante au sein des institutions régionales. Il a appelé les dirigeants océaniens à veiller à ce que leurs engagements pris lors du dernier Forum de Port-Moresby en septembre 2015 puissent être respectés et que la révision des critères d'adhésion au FIP soit engagée dans les meilleurs délais. Le ministre des affaires étrangères de Papouasie-Nouvelle-Guinée, actuel président du FIP, a réitéré son soutien à ce processus qu'il souhaite voir avancer rapidement sous sa présidence.

Le président du gouvernement est aussi revenu sur l'absolue nécessité que les territoires non-souverains du Pacifique puissent être réellement éligibles au « fonds vert sur le climat ». Les participants au sommet ont pris l'engagement d'y veiller.

Par ailleurs, répondant aux deux courriers adressés au président de la République par le président du gouvernement en amont du sommet, le chef de l'État a souhaité dans son discours que le Fonds Pacifique demeure l'outil de référence de l'action de la France en faveur de l'intégration régionale

des collectivités françaises du Pacifique.

Enfin, répondant là aussi à la mobilisation de la délégation de la Nouvelle-Calédonie avant et pendant le sommet, les dirigeants ont acté la tenue de réunions périodiques de suivi de la relation entre la France, l'Océanie et les territoires français d'Océanie. Ils ont aussi convenu que le 5^e sommet se tiendrait bien en 2018 en Polynésie française.

En marge du sommet, le président du gouvernement s'est entretenu avec plusieurs chefs d'État et de gouvernement d'Océanie et a participé à deux réunions avec le ministère des Outre-mer et le ministère des affaires étrangères et du développement international.